



CALB
1500 boulevard Lopic, BP 610
73106 Aix-les-Bains Cedex

Tel 04 79 35 00 51
Fax 04 79 35 70 77
Mèl contact@calb.fr

PROJET DE DÉLIBÉRATION
07011
Exécutoire, le :
Affichée :
Visée :
ASSAINISSEMENT COLLECTIF
- Règlement du service

M. le Président rappelle la nécessité de mettre en place un règlement de service pour le service d'assainissement collectif afin de définir les conditions et modalités de raccordement et de déversement des effluents dans les réseaux d'assainissement intercommunaux et d'organiser les relations entre les abonnés et le Service de l'Assainissement.

M. le Président présente le projet de règlement du service assainissement collectif approuvé par le conseil d'exploitation du 15 juin 2011.

M. le Président donne lecture du règlement d'assainissement collectif et demande au Conseil de l'approuver, il propose son application à tout le territoire de la CALB à compter du 1er septembre 2011.

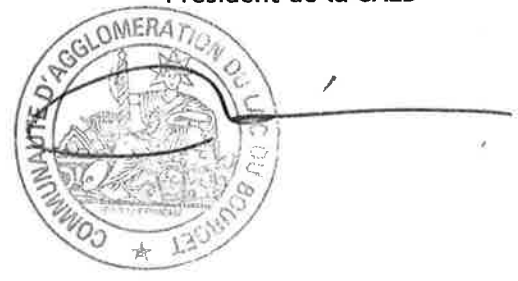
L'Assemblée de Communauté, après en avoir délibéré,

- APPROUVE le rapport du Président ;
- APPROUVE le règlement ci-dessus présenté ;
- AUTORISE le Président à signer ce règlement et toutes les pièces afférentes ;
- DEMANDE l'application de ce règlement à compter du 1^{er} septembre 2011

Aix-les-Bains, le 29 juin 2011

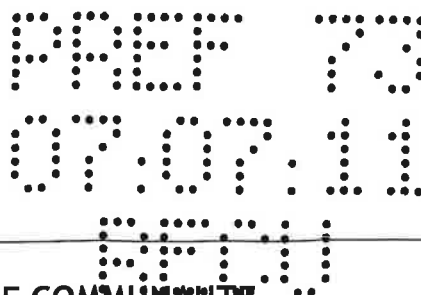
Dominique DORD
Président de la CALB

- Délégués en exercice : 46
- Présents : 30
- Votants : 37
- Pour : 37
- Contre : 0
- Abstention(s) : 0
- Blanc(s) : 0





Communauté d'Agglomération du Lac du Bourget



CONSEIL DE COMMUNAUTÉ
Séance du 29 juin 2011 à 18h30,
Au siège de la CALB

Présents : (T = Titulaire ; S= Suppléant(e)) votant,)

1	AIX LES BAINS	T	M. Dominique DORD	Pouvoir de M. Michel FRUGIER
2	AIX LES BAINS	T	M. Renaud BERETTI	Pouvoir de Mme Chrstiane MOLLAR
3	AIX LES BAINS	T	Mme Marina FERRARI	
4	AIX LES BAINS	T	Mme Sylvie COCHET	Départ à 19h35
5	AIX LES BAINS	T	M. François GRUFFAZ	
6	AIX LES BAINS	T	M Jean-Claude CAGNON	Pouvoir M. Robert BRUYERE
7	BOURDEAU	T	M. Jean-Marc DRIVET	
8	BOURDEAU	S	Mme Monique BELLE	
9	BOURGET DU LAC	T	M. Édouard SIMONIAN	
10	BOURGET DU LAC	S	Mme Jacqueline TRUCHET	
11	BRISON SAINT INNOCENT	T	M. Jean-Claude CROZE	
12	BRISON SAINT INNOCENT	T	M. François HERVE	
13	LA CHAPELLE DU MONT DU CHAT	T	Mme Nicole FALCETTA	
14	GRESY SUR AIX	T	M. Robert CLERC	
15	GRESY SUR AIX	S	Mme Collette GILLET	
16	LE MONTCCEL	S	MME Mary-Paule LAURENT RITOUUD	
17	MERY	T	M. Philippe YQUEL	
18	MERY	S	M. Raymond FREYRI	Pouvoir de M. Eudes BOUVIER
19	MOUXY	T	M. Claude QUARD	Pouvoir de M. Ludovic VILLERMET - Départ à 20h50
20	ONTEX	T	M. François SAGI	
21	PUGNY-CHATENOD	T	M. Jean-Guy MASSONNAT	
22	PUGNY-CHATENOD	T	Mme Odile BOUVET	
23	ST OFFENGE DESSUS	T	M. Serge DEVERNAUD	Pouvoir de M. Noël CORNU
24	ST OFFENGE DESSUS	T	M. Joseph DELOCHE	
25	TRESSERVE	T	M. Jean-Claude LOISEAU	Départ à 20h50
26	TRESSERVE	T	M. Eric COURSON	
27	TREVIGNIN	T	M. Gérard GONTHIER	
28	VIVIERS DU LAC	T	M. Robert AGUETTAZ	Pouvoir de M. Jean-Louis SARZIER
29	VIVIERS DU LAC	T	M. Michel ESTRA	
30	VOGLANS	T	M. Yves MERCIER	
31	VOGLANS	S	M. Jean-François CHANEAC	

16 communes présentes

Pouvoir(s) :

1	AIX LES BAINS	T	Christiane MOLLAR	à Renaud BERRETI
2	AIX LES BAINS	T	Michel FRUGIER	à Dominique DORD
3	AIX LES BAINS	T	Robert BRUYERE	à Jean-Claude CAGNON
4	MERY	T	Eudes BOUVIER	à Raymond FREYRI
5	MOUXY	T	Ludovic VILLERMET	à Claude QUARD
6	ST OFFENGE DESSOUS	T	Noël CORNU	à Serge DEVERNAUD
7	DRUMETTAZ-CLARAFOND	T	Jean-Louis SARZIER	à Robert AGUETTAZ

Autres présents non votants :

1.	Trésorier principal d'Aix les Bains	CAPUT	Michel		
2.	CALB	GOUDOUNEIX	Michel	3. CALB	GIMOND Frédéric
4.	CALB	QUAY-THEVENON	Etine	5. CALB	MOUCHEL Marie-Laure

L'assemblée s'est réunie sur convocation du 22 juin 2011 à laquelle était joint un dossier de travail de 227 pages comprenant ordre du jour, notes de synthèse et 25 projets de délibérations.

Le quorum est atteint : la séance est ouverte avec 31 présents (25 titulaires et 6 suppléants), et 38 votants dont 7 pouvoirs. Dominique DORD, Président de la CALB donne lecture des pouvoirs.

Robert CLERC est désigné secrétaire de séance.

Règlement du service d'assainissement Collectif de la Communauté D'Agglomération du Lac du Bourget

Approuvé par le Conseil Communautaire le 23/06/2011.

Chapitre 1. Dispositions générales

Article 1. Objet du règlement

Le présent règlement a pour objet de définir les conditions et modalités de raccordement et de déversement des effluents dans les réseaux d'assainissement intercommunaux, afin que soient assurés la sécurité, l'hygiène publique et le respect de l'environnement, conformément à la réglementation en vigueur. Il a également pour objet d'organiser les relations entre les abonnés et le Service de l'Assainissement, ci-après dénommée « le Service de l'Assainissement ».

Le présent règlement ne s'applique pas aux installations d'assainissement non collectif, ces dernières faisant l'objet d'un règlement spécifique.

Article 2. Obligations et droits du Service de l'Assainissement

Le Service de l'Assainissement est tenu :

- de prendre en charge toutes les eaux usées, domestiques ou non, satisfaisant aux conditions posées par le présent règlement et le cas échéant par les autorisations et conventions particulières ;
- d'assurer le bon fonctionnement du Service d'Assainissement, c'est-à-dire la continuité de la collecte sauf lors de circonstances exceptionnelles ;
- de fournir toute information sur l'épuration de l'eau et la gestion du service,
- de répondre aux questions des abonnés concernant le coût des prestations assurées et plus généralement concernant la gestion du service.

Lors d'interventions en domaine privé, le personnel du Service de l'Assainissement est porteur d'une carte professionnelle.

Article 3. Obligations et droits des abonnés

Les abonnés sont tenus de se conformer au présent règlement et de payer les prestations assurées par le Service de l'Assainissement selon les tarifs contractuels et ceux fixés par délibération de la C.A.L.B.

Il est formellement interdit :

- de déverser dans les réseaux toute matière ou substance susceptible de mettre en danger le personnel du Service de l'Assainissement ou de ses prestataires, de causer des dommages aux installations, de perturber leur fonctionnement normal ou de porter atteinte au milieu naturel ;
- de procéder à quelque intervention que ce soit sur les ouvrages du Service de l'Assainissement ;
- de faire obstacle à l'intervention du Service de l'Assainissement ou de sociétés mandatées par elle.

Il appartient aux abonnés d'assurer la surveillance et l'entretien de la partie privée du branchement.

Ils sont également tenus de se conformer à toutes les dispositions du présent règlement et d'informer le Service de l'Assainissement de toute modification à apporter à leur dossier.

Conformément à la législation sur l'informatique et les libertés, tout abonné peut obtenir communication et rectification du dossier ou de la fiche le concernant.

Article 4. Catégories d'eaux admises au déversement

Sont admises au déversement :

- les eaux usées domestiques : elles comprennent les eaux ménagères (lessives, cuisine, douches,...) et les eaux vannes (toilettes, WC, ...);
- les eaux usées non domestiques : elles comprennent tous les rejets correspondant à une utilisation de l'eau autre que domestique et résultant d'activités principalement industrielles, commerciales ou artisanales dans la limite des prescriptions fixées dans l'arrêté ou convention de rejet;
- les eaux pluviales : elles proviennent des précipitations atmosphériques. Sont assimilées aux eaux pluviales les eaux provenant de l'arrosage, du lavage de voies publiques et privées ainsi que les eaux d'origine non domestique dont les caractéristiques permettent

un rejet au milieu naturel sans traitement. Les eaux pluviales doivent exclusivement être déversées dans la canalisation prévue à cet effet, dans laquelle seules ces eaux peuvent être admises.

- Les eaux de piscines : pour être admises au déversement, les eaux de piscine doivent être dépourvues de chlore, de désinfectant et de pollution micro biologique. Elles doivent être déversées dans le réseau pluvial. Seules les eaux issues des lavages des filtres doivent être rejetées dans le réseau des eaux usées.

Article 5. Tableau des limites de concentration des rejets dans le réseau public d'assainissement

Les abonnés domestiques et non domestiques ont l'obligation de respecter les limites de concentration des rejets d'eaux usées suivantes :

Paramètres	Abréviation	Limite moyen 24 h	Limite instantanée	Unité
Acidité	pH	5.5 < pH < 8.5	5.5 < pH < 8.5	unité pH
Température	T	< 30	< 30	° Celsius
Matières en suspension totales	MEST	1000	1500	mg/l
Demande chimique en oxygène	DCO	1500	2200	mg/l
Demande biologique en oxygène sur 5 jours	DBO5	800	1200	mg/l
Rapport DCO / DBO5	DCO / DBO5	< 3	< 3	/
Azote Kjeldhal	NTK	150	225	mg de N/l
Azote global	NGL	150	225	mg de N/l
Phosphore total	Pt	50	75	mg/l
Nitrites	NO ₂ ⁻	10	15	mg/l
Sulfates	SO ₄ ²⁻	400	600	mg/l
Chlorures	Cl ⁻	300	450	mg/l
Sulfures	S ²⁻	1.0	1.5	mg/l
Cyanures	CN ⁻	0.1	0.15	mg/l
Fluorures	F ⁻	15.0	22.5	mg/l
Arsenic	As	0.05	0.07	mg/l
Aluminium	Al	5.0	7.5	mg/l
Chrome hexavalent	Cr ⁶⁺	0.1	0.15	mg/l
Chrome trivalent	Cr ³⁺	3.0	4.5	mg/l
Cadmium	Cd	0.2	0.3	mg/l
Cuivre	Cu	2.0	3.0	mg/l
Fer	Fe	5.0	7.5	mg/l
Mercure	Hg	0.05	0.07	mg/l
Nickel	Ni	2.0	3.0	mg/l
Plomb	Pb	1.0	1.5	mg/l
Etain	Sn	2.0	3.0	mg/l
Zinc	Zn	5.0	7.5	mg/l
Autre métal	/	2.0	3.0	mg/l
Métaux totaux	Ag + Al + As + Cr ⁶⁺ + Cr ³⁺ + Cd + Co + Cu + Fe + Hg + Mn + Ni + Pb + Sn + Zn	15.0	22.5	mg/l
Hydrocarbures totaux	HCT	5.0	7.5	mg/l
Graisses	SEH	150	225	mg/l
Détergents anioniques (anioniques, cationiques et non ioniques)		10	15	mg/l
Halogènes organiques absorbables	AOX	1.0	1.5	mg/l

(chlorures et bromures)				
Matières inhibitrices	M!	4	6	mEquitox/l

Cette liste n'est pas exhaustive et est susceptible d'être modifiée et complétée notamment en fonction de l'évolution de la réglementation

Chapitre 2. Les branchements

Article 6. Définition du branchement

Le branchement comprend :

- a) une partie publique composée de deux éléments :
 - un dispositif permettant le raccordement de la canalisation de branchement au collecteur public d'assainissement (eaux usées strictes dans le cas d'un réseau séparatif);
 - une canalisation de branchement reliant le collecteur public au regard de branchement de l'usager ;
- b) une partie privée comprenant :
 - un dispositif assurant les raccordements séparés des eaux usées et pluviales sur les réseaux publics lorsque le réseau d'assainissement est séparatif.
 - un ouvrage dit « boîte de branchement », implanté préférentiellement en partie privative en limite du domaine public ou à défaut le plus près possible de la limite de propriété. Ce regard est toujours visible et accessible afin de permettre le contrôle et l'entretien du branchement.
 - un clapet anti-retour ;

Lorsqu'une parcelle est desservie par le seul réseau d'eaux usées, les eaux pluviales du bâtiment desservi doivent être gérées sur la parcelle sans rejet au réseau d'eaux usées sauf avis express du service assainissement.

Les prescriptions techniques de réalisation des branchements neufs au réseau d'eaux usées sont annexées au présent règlement de service.

Article 7. Modalités générales d'établissement des branchements

7.1- Demande de branchement

Aucun déversement au réseau public d'eaux usées et d'eaux pluviales n'est permis s'il n'est préalablement autorisé par le Service de l'Assainissement. L'autorisation est accordée au vu notamment de la conformité des installations sanitaires intérieures. Tout branchement doit donc faire l'objet d'une demande expresse contenant les pièces suivantes :

- un plan de situation du projet ;
- le plan masse de l'immeuble sur lequel figurent les limites de parcelle ; les réseaux intérieurs avec la situation cotée du ou des branchements à construire ; le diamètre des canalisations privatives en limite de propriété, le cas échéant justifié par une note de calcul pour les eaux pluviales ;
- le profil en long des réseaux privatifs jusqu'au collecteur public ; à défaut la profondeur du réseau privé au niveau du raccordement sur le regard de branchement ;
- les caractéristiques techniques des éventuels dispositifs de pré-traitement. Dans ce cas, la filière de traitement prévue pour les matières de vidange sera décrite.

La demande d'établissement du branchement ne peut être prise en compte qu'à la date de réception du dossier complet.

7.2- Principes de réalisation des branchements

Chaque habitation, bâtiment, parcelle cadastrale ou unité foncière dispose d'un branchement individuel, sauf impossibilité technique. Les prescriptions techniques sont fixées par le Service de l'Assainissement, en liaison avec l'usager. Dans le cas de constructions ou immeubles à usage mixte (habitation, commerce, artisanat), les locaux à usage d'activité sont dotés d'un branchement distinct de celui desservant la partie résidentielle de l'immeuble.

Le raccordement sur les installations privatives d'un propriétaire voisin disposant d'un branchement à l'égout est interdit sauf accord du tiers concerné et dérogation expresse accordée par le Service de l'Assainissement au vu des éléments techniques fournis par le demandeur (inspection vidéo notamment).

La partie publique du branchement est établie aux frais du demandeur selon les modalités suivantes :

- Dans le cas où la CALB réalise les travaux de branchement sous le domaine public, lors de la réalisation d'un nouveau collecteur ou de la mise en séparatif d'un réseau, les dépenses entraînées par les travaux d'établissement de la partie publique du branchement sont équilibrées par la perception d'une redevance pour remboursement des travaux d'entretien de branchement. Cette participation sera réclamée au propriétaire du bien desservi après achèvement et réception de travaux par la collectivité. Le montant de cette redevance est fixé par délibération du conseil communautaire de la C.A.L.B
- lors du raccordement d'immeubles édifiés postérieurement à la mise en service du réseau, les travaux sont exécutés obligatoirement par la société SAUR sur son périmètre d'affermage. En dehors de ce périmètre l'entreprise choisie par le demandeur doit respecter les prescriptions techniques fixées par le Service de l'Assainissement. Si des tranchées doivent être exécutées sous la voie publique, l'entrepreneur doit obtenir une permission de voirie auprès de la mairie et informer le Service de l'Assainissement de la date de commencement des travaux au moins 48 heures avant l'ouverture de la chaussée.

En tout état de cause, la partie du branchement réalisée sous le domaine public doit être gravitaire pour permettre l'écoulement des eaux usées.

Une fois réalisée, la partie publique du branchement est incorporée au réseau public et devient la propriété du Service de l'Assainissement, à l'exception du clapet anti-retour.

La partie privée du branchement est réalisée par l'usager dans le respect des prescriptions techniques du service assainissement et entretenue par l'usager à ses frais.

7.3- Mise en service du branchement

Préalablement à la mise en service du branchement, le Service de l'Assainissement ou son représentant contrôle la conformité des installations privées qui y sont connectées et la bonne exécution des travaux. La mise en service ne peut intervenir si les installations ou le branchement ne sont pas validés par le Service de l'Assainissement.

La procédure de contrôle des branchements neufs au réseau d'eaux usées est annexée au présent règlement de service.

Une redevance est perçue pour le contrôle de la conformité du branchement aux prescriptions en vigueur.

Le contrôle du branchement neuf se fait en tranchée ouverte. Si le branchement est non vérifiable en tranchée ouverte, le pétitionnaire devra prendre à sa charge une inspection vidéo de son branchement. En cas de constat de non-conformité et si le branchement reste non-conforme, le pétitionnaire sera mis en demeure de réaliser les travaux nécessaires. Si la mise en demeure est sans effet, le montant de la redevance assainissement sera doublé conformément à l'article L1331 du CSP.

7.4- Les branchements provisoires

Des abonnements temporaires (Evacuation des eaux usées de chantiers...) peuvent être consentis à titre exceptionnel, pour une durée limitée, sous réserve qu'il ne puisse en résulter aucun inconvénient pour le service d'assainissement.

Le Service d'assainissement peut conditionner la réalisation des branchements provisoires pour abonnement temporaires au versement d'un dépôt de garantie.

L'évacuation et de le traitement des eaux usées, conformément à la présente partie, donnent lieu à l'établissement d'une convention spéciale.

Article 8. Déversements interdits

De façon générale, est interdit le rejet de tout corps, solide ou non, susceptible de nuire soit au personnel d'exploitation des ouvrages d'évacuation et de traitement, soit au bon état ou au bon fonctionnement du réseau d'assainissement et de ses équipements, soit à la qualité des sous-produits d'épuration, soit à la qualité du milieu récepteur.

Quelle que soit la nature des eaux rejetées, il est formellement interdit d'y déverser tout produit, autre que les eaux définies à l'Article 4, notamment :

- le contenu des fosses fixes et l'effluent des fosses septiques ;
- les ordures ménagères, même après passage dans un broyeur d'évier ;
- des liquides inflammables ou toxiques ;
- des hydrocarbures, les dérivés halogènes, les dérivés chlorés ;

- des acides et bases concentrées ;
- des cyanures, sulfures ;
- des huiles usagées, des graisses et huiles de fritures usagées ;
- des produits radioactifs ;
- des produits encrassant : boues, sables, gravats, cendres, cellulose, colle, goudrons, huiles, graisses, béton, ciment, etc. ;
- des déchets industriels solides, même après broyage ;
- des peintures et solvants à peinture ;
- des substances susceptibles de colorer anormalement les eaux acheminées ;
- des eaux industrielles ne répondant pas aux conditions générales d'admissibilité décrites au chapitre 4 ;
- toute substance pouvant dégager, soit par elle-même, soit après mélange avec d'autres effluents, des gaz ou vapeurs dangereux, toxiques ou inflammables ;
- des eaux puisées dans une nappe phréatique : eaux de sources, eaux souterraines, eaux de drainage notamment dans le cas de rabattement de nappe ou d'utilisation de pompe à chaleur (utilisation d'installations de climatisation ou de traitement thermique) ;
- des eaux ayant une température égale ou supérieure à 30°C ;
- et d'une façon générale, tout corps, solide ou non, susceptible de nuire soit au personnel d'exploitation des ouvrages d'évacuation et de traitement, soit au bon état ou au bon fonctionnement du réseau d'assainissement et de ses équipements, soit à la qualité des sous-produits d'épuration, soit à la qualité du milieu récepteur.

En application du Code de la santé publique, le Service de l'Assainissement peut être amené à faire effectuer chez tout usager et à tout moment, toute inspection et prélèvement de contrôle qu'il estime utiles. Si les rejets ne sont pas conformes aux règles en vigueur, les frais de contrôle et d'analyse sont à la charge de l'usager. En outre, des mesures coercitives peuvent alors être mises en œuvre afin de mettre fin aux déversements non conformes.

Article 9. Participation pour raccordement à l'égout

Conformément à l'article L.1331-7 du Code de la santé publique, les propriétaires des immeubles édifiés postérieurement à la mise en service des réseaux auxquels ils doivent être raccordés sont astreints à verser une participation pour raccordement à l'égout pour tenir compte de l'économie réalisée en évitant la réalisation d'une installation d'épuration individuelle.

Cette participation est due chaque fois que le raccordement à l'égout public évite au constructeur la réalisation d'un dispositif d'assainissement individuel, notamment lors de l'extension de constructions raccordées existantes ou de l'édification d'une nouvelle construction en remplacement d'une construction détruite préalablement raccordée.

Le montant et les modalités de perception sont fixés par délibération de la C.A.L.B.

Chapitre 3. Les eaux usées domestiques

Article 10. Obligation de raccordement

9.1- Raccordement à des réseaux neufs

Lorsque de nouveaux réseaux publics de collecte des eaux usées sont établis sous une voie publique, tous les immeubles qui ont accès à cette voie publique, soit directement, soit par l'intermédiaire de voies privées ou de servitudes de passage, doivent obligatoirement se raccorder dans un délai de deux ans à compter de la date de mise en service de ces réseaux. Dès cette date, les propriétaires des immeubles raccordables sont redevables d'une somme équivalente à la redevance présentée à l'Article 14 du présent règlement.

Pour les immeubles et constructions équipés d'une installation d'assainissement non collectif reconnue en bon état de fonctionnement et dont le permis de construire a été délivré depuis moins 10 ans, sans déroger à l'obligation de raccordement, le Président peut accorder, après avis de l'autorité sanitaire, une exonération du paiement de la somme équivalente à la redevance d'assainissement jusqu'au terme des 10 ans. Il appartient aux propriétaires se trouvant dans cette situation d'engager les démarches nécessaires pour bénéficier de ce dispositif.

9.2- Raccordement à des réseaux existants

Les immeubles neufs desservis par un réseau de collecte des eaux usées sont soumis à l'obligation de raccordement dès leur construction. Les propriétaires devront établir un regard en limite de propriété.

9.3- Non-respect de l'obligation de raccordement

En cas de non-respect des obligations de raccordement décrites au présent article, les propriétaires sont astreints au paiement d'une somme équivalente à la redevance présentée à l'Article 14 du présent règlement, majorée de 100%. Cette mesure s'applique également aux immeubles mal ou incomplètement raccordés, notamment en cas d'eaux usées se déversant dans le réseau pluvial ou d'eaux pluviales se déversant dans le réseau d'eaux usées.

9.4- Servitudes de raccordement

Les servitudes créées ou issues de la division d'une propriété bâtie ou non bâtie doivent être actées par acte notarié.

Lorsque les servitudes sont créées ou abandonnées sur des propriétés privées par un acte notarié privé, les parties prenantes informeront le Service de l'Assainissement des nouvelles dispositions par envoi d'une copie de l'acte notarié.

La mise en conformité des installations privatives ainsi que les frais de raccordement qui découlent de ces modifications de servitudes sont à la charge exclusive des usagers. Les travaux nécessaires doivent être réalisés dans des délais définis conjointement entre les usagers et le Service de l'Assainissement chargés du contrôle et suivant les critères techniques prescrits par le Service de l'Assainissement.

Article 11. Accès au Service d'Assainissement

10.1- Souscription d'un abonnement

Outre les démarches spécifiques liées à la mise en service d'un branchement, le déversement des eaux usées domestiques dans le réseau public de collecte est conditionné à la souscription d'un abonnement, formalisant l'acceptation des dispositions du présent règlement. Il est alors remis à l'abonné le règlement de service, le détail des tarifs appliqués et un contrat, dont la signature vaut acceptation des conditions générales décrites dans le présent règlement. A défaut, le paiement de la première facture vaut acceptation du présent règlement. A compter de ce moment, les abonnés sont soumis au paiement de la redevance d'assainissement définie à l'Article 14, sans préjudice le cas échéant du paiement des frais complémentaires liés au branchement.

10.2- Résiliation d'un abonnement

Lorsqu'un abonné souhaite résilier son abonnement, il en informe le Service de l'Eau.

Dans tous les cas, l'abonné doit payer :

- le solde des frais d'abonnement au prorata temporis pour la période de consommation écoulée depuis la dernière facturation, tout mois entamé étant dû ;
- le solde des frais correspondant au volume d'eau réellement consommé depuis le dernier relevé.

L'établissement de la facture d'arrêt de compte vaut résiliation de l'abonnement. Tant que la résiliation n'est pas effective, le titulaire de l'abonnement est redevable des frais d'abonnement et de la consommation de l'installation concernée.

Lors du décès d'un abonné, les ayants droits sont redevables des sommes dues en vertu de l'abonnement initial. Dès qu'elle est informée du décès, le Service de l'Assainissement procède à la résiliation d'office de l'abonnement, sauf demande contraire des ayants droits.

Article 12. Surveillance, entretien, renouvellement des branchements

11.1- Partie publique

La surveillance, l'entretien, les réparations, le renouvellement de tout ou partie des branchements situés sous le domaine public sont à la charge du Service de l'Assainissement. Si la négligence, l'imprudence ou la malveillance d'un abonné rendent nécessaire l'intervention du Service de l'Assainissement, les frais occasionnés sont mis à sa charge.

11.2- Partie privative

L'occupant, propriétaire ou locataire, veille au bon état d'entretien et au nettoyage régulier de l'ensemble des installations intérieures.

Le personnel du Service de l'Assainissement peut accéder à tout moment avec l'accord de l'usager aux installations privatives. En cas de refus d'accès, les agents assermentés en matière d'hygiène procèdent aux mesures de mises en demeure jugées nécessaires.

En cas de rejets non-conformes, l'occupant remédie aux défauts constatés à ses frais.

Article 13. Conditions de suppression ou de modification des branchements

D'une manière générale, lors de la démolition ou la transformation d'un immeuble, l'usager doit se renseigner auprès du Service de l'Assainissement sur le maintien ou non du ou des branchements existants

Cet avis apparaîtra sous forme de prescriptions particulières dans l'avis de permis de construire, et reporté si besoin dans l'arrêté de permis de construire. En cas de suppression totale, de transformation ou de réhabilitation de branchements, les travaux sont exécutés aux frais du demandeur par une entreprise de son choix qui doit respecter les prescriptions techniques fixées par le Service de l'Assainissement. Si des tranchées doivent être exécutées sous la voie publique, l'entrepreneur doit obtenir une permission de voirie auprès de la mairie et informer le Service de l'Assainissement de la date de commencement des travaux au moins 48 heures avant l'ouverture de la chaussée.

En tout état de cause, la partie du branchement transformé ou réhabilité sous le domaine public doit être gravitaire pour permettre l'écoulement des eaux usées.

Une fois transformés ou réhabilités, les parties publiques des branchements sont incorporées au réseau public et sont la propriété du Service de l'Assainissement, à l'exception du clapet anti-retour.

Plus particulièrement, lors d'opérations de démolition et de reconstruction, les branchements existants pourront éventuellement être réutilisés, après avis du Service de l'Assainissement. Si ces branchements s'avèrent en mauvais état, leur reprise et réhabilitation sont aux frais du demandeur.

Dans le cas d'une demande de réutilisation d'un branchement existant, le service d'assainissement peut demander la réalisation d'un contrôle caméra du branchement préalablement aux travaux pour vérifier la compatibilité du projet avec la canalisation en place. Un nouveau contrôle caméra pourra être demandé avant sa mise en service. En cas de non-conformité, l'usager devra procéder aux travaux de mise en conformité.

Article 14. Redevance d'assainissement

Tous les abonnés du service sont soumis au paiement de la redevance d'assainissement dont le montant est fixé par le Conseil Communautaire et contractuellement sur le périmètre affermé. Cette redevance est due dès la facturation. Elle se décompose en :

- une part fixe ;
- une part proportionnelle dont l'assiette est le volume d'eau prélevé sur le réseau public de distribution d'eau potable et qui est facturée sur la base du relevé des compteurs d'eau potable une fois par an et sur estimation les autres fois.

Lorsque l'usage d'eau provenant d'une autre source que le réseau public d'eau potable (notamment via une source d'alimentation en eau autonome ou via la réutilisation de l'eau de pluie) génère le rejet d'eaux usées collectées par le Service d'Assainissement, l'assiette de la redevance est fixée soit par mesure directe au moyen de dispositifs de comptage approuvé par le service d'Assainissement de la CALB, posés et entretenus aux frais de l'usager et dont les relevés sont transmis au Service d'Assainissement (Le service assainissement peut procéder à tous moment au contrôle des dispositifs). A défaut, l'assiette est établie sur la base d'un forfait de consommation annuel par habitant défini par le Service de l'Assainissement.

En cas de dysfonctionnement sur le système de distribution d'eau potable en partie privative le dégrèvement sera accordé en application de la loi du 17 mai 2011 et de ses décrets d'application.

Le recouvrement de la redevance interviendra dans les conditions applicables aux factures d'eau potable et détaillées dans le règlement du service de distribution d'eau potable.

En cas de demande de remboursement d'une partie de la redevance perçue à tort, la C.A.L.B. consent au remboursement auprès de l'usager lésé sur une période maximale de 4 années.

Chapitre 5. Les eaux pluviales

Article 15. Prescriptions particulières pour les eaux pluviales

15.1- Définition

Il s'agit des eaux provenant des précipitations atmosphériques, notamment les eaux de ruissellement. Le déversement de ces eaux pluviales est soumis à certaines conditions.

Les eaux pluviales rejetées devront respecter les limites de concentration suivantes :

Paramètres	Abréviation	Concentration moyenne maximale sur 24 heures	Concentration maximale instantanée
Acidité	pH	5.5 < pH < 8.5	5.5 < pH < 8.5
Température	T	30 °C	30 °C
Matières en suspension totales		100 mg/l	150 mg/l
Demande chimique en oxygène		300 mg/l	450 mg/l
Azote Kjeldhal		30 mg/l	45 mg/l
Hydrocarbures totaux		5 mg/l	10 mg/l

15.2- Limitation du débit de rejet des eaux pluviales

En application de l'article 640 du Code Civil, afin d'écrêter les débits de ruissellement d'eaux pluviales de pointe et pour tenir compte des capacités hydrauliques des réseaux et du milieu récepteur, le Service de l'Assainissement assujettit toute opération d'aménagement, d'urbanisation, de construction, à une maîtrise des rejets d'eaux pluviales.

Dès lors, toute opération d'aménagement, d'urbanisation, de construction, quelles qu'en soient la nature et l'étendue, est soumise à des prescriptions particulières qui conduisent à ne pas aggraver les apports d'eaux pluviales par rapport à l'état existant. Le débit de fuite maximum dans le réseau ou le milieu récepteur (collecteur d'eaux pluviales, fossé busé, fossé, caniveau, etc.) admis pour ces opérations est au plus égal au débit maximum (débit de pointe) des surfaces existantes avant l'opération d'aménagement.

De surcroît, dans la situation d'un milieu récepteur dont les capacités hydrauliques ne permettent pas l'évacuation optimale des débits de pointe de l'état existant avant la réalisation des dites opérations, le Service de l'Assainissement se réserve le droit d'imposer un débit de fuite maximum pouvant être inférieur au débit maximum généré par les terrains avant aménagements, afin de tenir compte des capacités d'évacuation, et de l'impact des rejets sur les réseaux ou le milieu récepteur en aval.

Les opérations d'aménagement, d'urbanisation, de réorganisation de l'espace urbain et de construction et plus généralement les projets induisant une imperméabilisation importante, se verront imposer, outre les dispositions générales précédentes, les prescriptions contenues dans l'étude de zonage d'assainissement annexée aux plans locaux d'urbanisme, plans d'occupation des sols, carte communale ou tout autre document d'urbanisme de même portée.

En fonction de la perméabilité du sol, l'usager doit mettre en place un dispositif visant à écrêter les eaux de ruissellement :

- Puits d'infiltration,
- Cuve de rétention,
- Ouvrage combiné.

Les pétitionnaires, usagers ou aménageurs, devront fournir un mémoire technique justificatif comportant au moins :

- une note de calcul hydraulique justifiant les débits de la situation existante ;
- une note de calcul hydraulique justifiant les débits engendrés par la situation après aménagement ;
- une note technique justifiant les aménagements et dispositifs proposés pour répondre au débit de fuite autorisé.

En fonction de la possibilité de raccordement à un réseau public d'eau pluvial, l'usager peut mettre en place une surverse de l'ouvrage de limitation du débit raccordée à ce dernier sous réserve de l'accord du service d'assainissement.

15.3- Demande de branchement

La demande de branchement adressée au Service de l'Assainissement doit indiquer en sus des renseignements définis à l'Article 7, le diamètre du branchement souhaité. Le diamètre du branchement pour l'évacuation du débit théorique correspondant à la fréquence de précipitation maximale fixée par le Service d'Assainissement, compte-tenu des particularités de la parcelle à desservir en application de la circulaire n°77-284 du 22 juin 1977.

Les frais d'établissement du ou des branchements d'eaux pluviales sont à la charge du propriétaire.

15.4- Caractéristiques techniques particulières

Outre les dispositifs d'écrêtement de débit, des dispositifs de prétraitement tels que séparateur à hydrocarbure, déboueurs, dessableurs, tranchées drainantes, noues, etc., peuvent être exigés afin de tenir compte de la nature de certains ruissellement, tels ceux issus d'aires de stationnement de plein air, d'aires de stockages, d'aires industrielles.

Toutes les dispositions doivent être prises au niveau des aires de stockage des produits et des déchets dangereux pour éviter tout écoulement de produit susceptible de dégrader les réseaux d'eaux pluviales publics et de porter atteinte au milieu naturel récepteur. (couverture des zones de stockage, bacs de rétention, tapis lestés, kits d'absorbant, formation du personnel, signalisation claire...).

Les emplacements de ces dispositifs se situent immédiatement à l'avant du raccordement au milieu récepteur (regard de branchement, fossé etc.) et en partie privative.

L'entretien, les réparations ainsi que le renouvellement de ces installations sont à la charge de l'utilisateur. En cas de litige ou de rejet non conforme, l'utilisateur justifiera d'un bon entretien régulier en transmettant au Service de l'Assainissement une copie du bordereau d'entretien.

15-5 Dispositif de contrôle

Les branchements d'eaux pluviales doivent être pourvus d'un regard dit de contrôle, implanté en limite de propriété. Ce regard est exclusivement destiné à permettre le contrôle des eaux pluviales (prélèvements et mesures). Il doit rester en permanence facilement accessible au service d'assainissement chargé d'effectuer des contrôles à toute heure.

15-6 Dispositif d'obturation

Pour les zones pour lesquelles les risques de déversements accidentels sont importants (aires de stockages, aires industrielles,...), un dispositif d'obturation manuel ou automatique doit être placé sur le branchement d'eaux pluviales (eaux de ruissellement) et rester accessible.

L'entretien, les réparations et le renouvellement de ces dispositifs sont alors à la charge de l'utilisateur, sous le contrôle du Service de l'Assainissement.

En cas de pollution accidentelle l'établissement se doit de mettre en œuvre toutes les mesures nécessaires à la non contamination des milieux récepteurs et de prévenir au plus tôt le gestionnaire du réseau d'eaux pluviales ainsi que le Service Assainissement de la CALB.

15-7 Entretien des installations

Les réseaux privés, les dispositifs de contrôle et d'obturation, les installations de prétraitement doivent être en permanence maintenus en bon état de fonctionnement.

En particulier, les séparateurs à hydrocarbures, les débourbeurs et les décanteurs doivent être vidangés chaque fois que nécessaire par une entreprise agréée.

L'utilisateur doit être en mesure de justifier du traitement de ses déchets par un prestataire agréé en fournissant d'une manière systématique au service d'assainissement les copies des factures des bordereaux d'enlèvement et de destruction de tous les déchets.

En tout état de cause, l'utilisateur demeure seul responsable de ses installations ; la réparation des dommages qui peuvent être causés par négligence aux ouvrages publics, y compris les collecteurs, du fait de déversement illicite est à la charge de l'utilisateur responsable.

Chapitre 6. Les installations sanitaires intérieures

Article 16. Dispositions générales

Les installations sanitaires intérieures privées sont établies et entretenues en fonction de la réglementation sanitaire, notamment le Code de la santé publique, le Règlement sanitaire départemental et les règles de l'art applicables dans le domaine de la construction.

Toutes les installations sont réalisées et maintenues en parfait état d'étanchéité afin d'éviter les reflux des eaux d'égouts. Tous les orifices existant sur les canalisations ou les appareils qui y sont reliés et établis à un niveau inférieur à celui de la voie desservie sont obturés par un tampon étanche, résistant à la pression et muni d'un dispositif anti-refoulement agissant contre le reflux des eaux usées et pluviales.

Tout raccordement direct entre les canalisations intérieures d'eau potable et d'eaux usées est strictement interdit, de même que les dispositifs susceptibles de laisser les eaux usées pénétrer dans une conduite d'eau potable, soit par aspiration due à une dépression accidentelle, soit par refoulement dû à une surpression.

En toute circonstance, le propriétaire de l'immeuble est responsable du choix et du bon fonctionnement des dispositifs d'étanchéité de ses installations (vannes, clapets anti-retour, relevage ou autres).

Tous les appareils sanitaires raccordés doivent être munis de siphons empêchant la sortie des émanations provenant de l'égout et évitant l'obstruction des conduites par l'introduction de corps solides. Tous les siphons sont conformes à la normalisation en vigueur (norme NFP 98-321) Le raccordement de plusieurs appareils à un même siphon est interdit.

Ces dispositions sont applicables sur toute construction neuve, à réhabiliter ou à rénover, ainsi que sur toute construction ancienne, pour laquelle il y a lieu de procéder à une mise en conformité des installations, suite à un constat de non-conformité des rejets.

Article 17. Toilettes

Les toilettes seront munies d'une cuvette siphonnée qui doit pouvoir être rincée par une chasse d'eau ayant un débit suffisant pour entraîner les matières. Aucun appareil ne peut être raccordé sur la conduite reliant une cuvette de toilettes à la colonne de chute.

En application de l'article 47 du règlement sanitaire départemental, les toilettes et cabinets d'aisances comportant un dispositif de désagrégation électromécanique des matières fécales, sont interdits dans tout immeuble neuf, quelle que soit son affectation.

Les immeubles bénéficiant d'une opération de rénovation ou réhabilitation, seront équipés de toilettes à effet de chasse, en lieu et place des dispositifs à broyeurs, s'ils existent.

Par ailleurs, conformément à l'article L.1331-5 du Code de la santé publique, dès l'établissement du branchement, les fosses septiques, chimiques, fosses d'aisance ou équipements équivalents doivent être mis hors d'état de servir, vidangés, désinfectés et comblés ou démolis par les soins et aux frais du propriétaire. En cas de défaillance de celui-ci, le Service de l'Assainissement peut se substituer au propriétaire, agissant sur réquisition de l'autorité sanitaire, aux frais et risques de l'usager, conformément à l'article L.1331-6 du Code de la santé publique.

Les toilettes sèches sont maintenant autorisées à condition de ne générer aucune nuisance pour le voisinage, aucun rejet liquide hors de la parcelle et aucune pollution des eaux superficielles ou souterraines.

Si ces toilettes traitent en commun les urines et les fèces, ceux-ci doivent être mélangés à un matériau organique pour produire un compost. Si elles traitent les fèces par séchage, les urines doivent rejoindre la filière de traitement prévue pour les eaux ménagères, selon les règles communes.

Ces toilettes doivent être composées d'une cuve étanche recevant les fèces ou les urines. Cette cuve doit être régulièrement vidée sur une aire étanche conçue de façon à éviter tout écoulement et à l'abri des intempéries. Les sous-produits issus des toilettes sèches doivent être valorisés sur la parcelle et ne générer ni nuisance ni pollution pour le voisinage.

Article 18. Colonnes de chute et événements de décompression

Les colonnes de chute devront résister à toutes les formes de corrosion. Toutes les colonnes de chute à l'intérieur des bâtiments sont à poser verticalement : il ne pourra être dérogé à cette règle que sur autorisation du service compétent en matière de contrôle d'hygiène.

Le diamètre de ces tuyaux devra demeurer constant. Aux fins d'aération des conduites, les tuyaux doivent déboucher à l'air libre d'au moins 0,30 m sur le toit et être munis d'une grille de protection fine, inoxydable, contre les insectes de toute sorte. L'extrémité supérieure de ces aérations ne doit pas déboucher à moins de 2 mètres de distance d'une lucarne.

Au pied de chaque colonne de chute, une pièce spéciale de visite, dite « hermétique », facilement accessible, doit être installée. Le diamètre des ouvertures de cette pièce doit être sensiblement égal à celui des tuyaux sur lesquels elles sont aménagées. Dans les immeubles-tours, une telle pièce devra se trouver tous les 10 mètres et au droit des coudes éventuels.

Les déviations horizontales des tuyaux de chute ne seront tolérées que sur une longueur maximum de 2,50 mètres.

Aucune chute d'aisance ne peut être établie à l'extérieur des constructions en façade sur rue.

Les colonnes de chutes eaux usées sont également totalement indépendantes des canalisations et chutes d'eaux pluviales.

Tout installateur devra veiller à ce qu'aucun siphonage des tuyaux d'événements ne puisse se produire, afin de ne pas permettre l'introduction de mauvaises odeurs à l'intérieur des habitations.

Article 19. Descentes de gouttières

Les descentes de gouttières qui sont en règle générale fixées à l'extérieur des bâtiments, doivent être totalement indépendantes des réseaux et chutes d'eaux usées et ne doivent en aucun cas servir à l'évacuation des eaux usées.

Dans le cas où elles se trouvent à l'intérieur de l'immeuble, les descentes de gouttières pourront être rendues accessibles à tout moment en étant munies en pied de chute d'organes de visite permettant tout contrôle et l'entretien.

Pour les descentes de toitures, la section des conduites sera d'au moins 1 cm² par mètre carré de toiture. Dans tous les cas, une pièce de visite devra être réalisée au point de jonction avec la conduite enterrée.

Chapitre 7. Contrôle des réseaux privés

Article 20. Dispositions générales pour les réseaux privés

Les maîtres d'ouvrage des réseaux privés tiennent compte des prescriptions particulières de réalisation, obtenues auprès du Service de l'Assainissement. Ils réalisent les opérations de contrôle de bonne exécution des travaux conformément aux directives du service

assainissement. Selon l'opération ces contrôles peuvent consister en un contrôle en tranchée ouverte, une inspection vidéo, des essais d'étanchéité, un plan de récolement...

Ces pièces sont à présenter au Service de l'Assainissement sur sa requête préalablement à la délivrance d'une autorisation de raccordement au réseau public.

En outre, s'il y a lieu, les conventions spéciales de déversement ou arrêtés de rejet visés à l'Article 30 et suivants précisent certaines dispositions particulières.

Article 21. Contrôle des réseaux privés

Le Service de l'Assainissement contrôle la conformité des réseaux privés et des raccordements.

Pour des installations neuves, dans le cas où des désordres, malfaçons ou non-conformités sont constatés, la mise en conformité est effectuée aux frais du propriétaire avant autorisation de raccordement au réseau public.

Il en va de même dans le cas d'installations en service.

Les éventuels délais accordés pour la mise en conformité des installations sont établis contradictoirement entre les usagers et le Service de l'Assainissement.

Article 22. Contrôle des réseaux des lotissements et des permis « groupés »

Les projets de réseau intérieur des lotissements et permis groupés doivent faire l'objet, préalablement à l'autorisation d'urbanisme, d'un agrément technique du Service de l'Assainissement qui peut fixer des prescriptions particulières. Les plans remis à l'appui des demandes font apparaître les sections et pentes des canalisations ainsi que les conditions de raccordement aux réseaux publics. Les branchements particuliers sont exécutés conformément aux dispositions du présent règlement de service.

Le pétitionnaire informe le Service d'Assainissement de l'ouverture du chantier au moins 15 jours à l'avance afin qu'il soit possible de contrôler les travaux durant leur exécution. Le Service de l'Assainissement est convoqué aux réunions de chantier. Le raccordement des réseaux privés au réseau public fait l'objet d'une demande écrite préalable auprès du Service de l'Assainissement, qui contrôle la réalisation des travaux correspondants. Avant la réception, le pétitionnaire fournit au Service de l'Assainissement un plan de récolement des travaux en application du cahier des charges CALB.

L'ensemble des réseaux eaux usées et eaux pluviales doit faire l'objet d'une inspection télévisée et d'essais de compactage des remblais de fouille ; le réseau eaux usées est également soumis à des épreuves d'étanchéité suivant les normes du moment. Ces prestations sont réalisées par des entreprises agréées aux frais du pétitionnaire.

Des frais de contrôle des installations pourront être demandés aux pétitionnaires.

Article 23. Conditions d'intégration de réseaux privés au domaine public

L'intégration de réseaux privés au réseau public est subordonnée à un état des lieux permettant d'établir l'état du collecteur, de ses accessoires et des installations desservies. Le diagnostic du réseau se fait par passage caméra. Les éventuelles investigations sont à la charge du demandeur, auquel le Service de l'Assainissement pourra le cas échéant imposer une remise en état aux frais du demandeur préalablement à l'intégration dans le patrimoine du service.

Préalablement à la reprise des équipements, toutes les servitudes de tréfonds, nécessaires à l'exploitation des ouvrages doivent être établis et inscrites au bureau des hypothèques à la charge du demandeur.

L'intégration de réseaux privés dans le patrimoine du Service de l'Assainissement n'ouvre pas droit à indemnité.

Chapitre 8. Dispositions d'application

Article 24. Infractions et poursuites

Les agents du service assainissement sont autorisés à dresser un constat, lorsqu'ils découvrent un manquement aux prescriptions du présent règlement.

Ces infractions peuvent donner lieu à une mise en demeure, au doublement de la redevance assainissement et à des poursuites devant les tribunaux compétents

En cas de rejet illicite dans le réseau d'eaux pluviales et le milieu naturel, le contrevenant doit :

- immédiatement mettre fin à ce rejet
- s'acquitter des frais spécifiques engagés par le service de l'assainissement (prélèvement, analyse, curage,...)
- procéder à ses frais aux réparations fixées par le service de l'assainissement.

Il s'expose à des poursuites en dommages et intérêts devant le tribunal compétent.

En cas de rejet illicite dans les réseaux d'eaux usées, le contrevenant doit :

- mettre fin à ce rejet dans le délai fixé par le service de l'assainissement (le délai ne peut excéder 3 mois)
- s'acquitter des frais spécifiques engagés par le service de l'assainissement (prélèvement, analyse, curage,...)
- procéder à ses frais aux réparations fixées par le service de l'assainissement
- s'expose à des poursuites en dommages et intérêts devant le tribunal compétent.

Article 25. Approbation du règlement

Le présent règlement entre en vigueur à compter du 01/08/2011. Tout règlement antérieur est ainsi abrogé.

Le règlement est remis aux abonnés à la souscription du contrat, qui en cas de modifications, seront informés par affichage dans les locaux du Service de l'Assainissement, par une note d'information sur leur facture d'eau ou par tous moyens adaptés.

Article 26. Non-respect des prescriptions du présent règlement

En cas de non-respect du règlement, le Service de l'Assainissement peut obturer le branchement après mise en demeure restée sans effet pendant 15 jours. En cas de danger imminent pour la santé publique et/ou de risque de dommage sur les installations, le Service de l'Assainissement procède à la fermeture du branchement sans préavis et se réserve le droit d'engager des poursuites judiciaires.

Article 27. Litiges – Élection de domicile

Les contestations relatives à l'application du règlement sont portées devant les juridictions dont relève le Service de l'Assainissement.

Article 28. Application du règlement

Les représentants de la C.A.L.B., les Maires des communes au titre de leur pouvoir de police, les agents du Service des Eaux sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent règlement.

Dispositions complémentaires aux eaux usées non domestiques

Article 29. Définition des eaux usées non domestiques

Il s'agit des eaux provenant d'une utilisation autre que domestique, issues notamment de tout établissement à vocation industrielle, commerciale, artisanale, de service public ou autre..

Article 30. Condition d'admission des eaux usées non domestiques

Conformément à l'article L 1331 - 10 du Code de la Santé Publique, la Collectivité n'a pas l'obligation d'accepter le raccordement des établissements déversant des eaux usées non domestiques au réseau public d'assainissement.

Toutefois, ceux-ci peuvent être autorisés à déverser leurs eaux usées non domestiques au réseau public d'assainissement dans la mesure où ces rejets sont compatibles avec le réseau concerné et les capacités des installations de traitement en application des dispositions de l'autorisation de rejet ou de la convention de déversement.

Les établissements doivent être autorisés à déverser leurs eaux usées non domestiques au réseau public d'assainissement au moyen d'un arrêté d'autorisation de rejet éventuellement assorti d'une convention de déversement dans les conditions décrites au présent règlement.

L'établissement est responsable des conséquences dommageables subies par les ouvrages d'assainissement du fait du non respect des conditions d'admission de ses effluents. La réparation des dommages qui peuvent être causés par négligence aux ouvrages publics, y compris le collecteur, du fait de déversement d'eaux usées non domestiques non conformes, est à la charge exclusive de l'établissement responsable.

Chaque établissement identifié par un numéro de SIRET donne lieu à un arrêté d'autorisation de rejet et le cas échéant à une convention de déversement.

L'établissement doit impérativement signaler au service d'assainissement de la CALB, dans un délai de 3 mois, toute modification de nature à entraîner un changement notable des conditions de rejet ou des caractéristiques de ses effluents (notamment lors de modifications de procédés ou d'activités, ou lors d'un accroissement de l'activité). Cette modification peut rendre caduc l'arrêté d'autorisation de rejet en cours et induire la mise en place d'une nouvelle autorisation de rejet.

Le service d'assainissement de la CALB sera amené à procéder à des contrôles réguliers et inopinés sur l'évolution des activités et rejets.

Dans certains cas particuliers, les eaux pluviales peuvent être intégrées dans l'arrêté d'autorisation de rejet et dans la convention de déversement.

Article 31. Caractéristiques de l'effluent admissible

L'effluent doit contenir ou véhiculer une pollution compatible avec le traitement en station d'épuration de type urbain. Il doit notamment répondre, en plus des prescriptions générales définies aux Articles 4, 5 et 3 du présent règlement aux critères suivants :

- La dilution de l'effluent est interdite. En aucun cas, elle ne doit constituer un moyen de respecter les valeurs fixées par la présente réglementation,
- Le flux rejeté doit être compatible avec le flux acceptable par le système d'assainissement,
- L'effluent sera débarrassé des matières en suspension, décantables ou précipitables qui, directement ou indirectement, après mélange avec d'autres effluents seraient susceptibles d'entraver le bon fonctionnement des ouvrages, de provoquer l'obstruction des canalisations et de nuire à la sécurité du personnel,
- L'effluent ne devra pas contenir de substance de nature à favoriser la manifestation de colorations ou d'odeurs,
- L'effluent ne renfermera pas de substances susceptibles d'entraîner la destruction de la faune et de la flore en aval des points de déversements dans le milieu récepteur.
- L'effluent ne doit pas contenir de produits à rayonnements ionisants
- L'effluent ne doit pas contenir de composés toxiques ou inhibiteurs de l'épuration biologique

Article 32. Arrêté d'autorisation de rejet

32-1 Contenu de l'arrêté

L'arrêté d'autorisation de rejet a pour objet de définir les conditions techniques et financières générales d'admissibilité des eaux usées non domestiques dans le réseau public d'assainissement.

Dans certains cas, un échéancier d'action et/ou de travaux peut être établi. La validité de l'autorisation est soumise à la réalisation des actions ou travaux définis dans cet échéancier.

L'arrêté d'autorisation de rejet est délivré par le Maire de la Commune sur laquelle se fait le rejet de l'établissement et par le Vice-Président de la CALB chargé de l'Assainissement. Il est ensuite notifié à l'établissement.

Lorsqu'une convention de déversement est nécessaire, l'arrêté d'autorisation de rejet définit les conditions générales de déversement au réseau ; les conditions techniques particulières (caractéristiques des effluents admis (débit, concentrations, flux), type de prétraitement, contrôle, entretien) et le volet financier étant traités dans la convention.

32-2 Demande d'arrêté d'autorisation de rejet

Le service d'assainissement de la CALB demandera les éléments suivants pour établir l'arrêté d'autorisation de rejet:

- Un plan de localisation de l'établissement.
- Un plan des réseaux internes de l'établissement (eau potable, eau de forage, eaux usées domestiques, eaux pluviales, eaux usées non domestiques) avec implantation des points de rejet aux réseaux publics ; la situation et la nature des ouvrages de contrôle ; l'implantation et la nature des ouvrages de prétraitement, l'implantation des compteurs AEP, des puits d'alimentation en eau, des disconnecteurs.
- Une note indiquant la nature, l'origine et les caractéristiques des eaux non domestiques à évacuer,
- La nature, le dimensionnement, la note de calcul et les caractéristiques techniques des ouvrages de prétraitement éventuels avant déversement au réseau public d'assainissement
- La qualité attendue du rejet avant déversement au réseau public d'assainissement.

32-3 Durée de l'arrêté d'autorisation de rejet

L'autorisation est délivrée pour une durée de 5 ans, avec renouvellement tacite par période de cinq ans, dans la mesure où la nature et les caractéristiques des rejets n'ont pas été modifiés (augmentation ou diversification de l'activité, modification des procédés...).

Toutes modifications de la nature des rejets autorisés rend caduc l'arrêté d'autorisation en cours.

Dans le cas d'un arrêté assorti d'une convention de déversement le renouvellement de l'arrêté d'autorisation de rejet est conditionné par le renouvellement de la convention de déversement.

32-4 Délivrance de l'arrêté d'autorisation de rejet

La délivrance de l'arrêté d'autorisation de rejet est subordonnée à la réalisation par le propriétaire des éventuels travaux préconisés par la CALB et à la vérification de la bonne exécution de ces travaux par la CALB.

Article 33. Convention de déversement

33-1 Signature de la convention de déversement

Lorsqu'elle est nécessaire, la signature de la convention de déversement est une condition de la délivrance de l'arrêté d'autorisation de rejet.

33-2 Champ d'application

Entrent dans le champ d'application de la convention de déversement :

Dans tous les cas :

- Les établissements soumis à la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) soumis à autorisation au titre du rejet d'eaux usées non domestiques

Et à l'appréciation du service :

- Les établissements soumis à la réglementation ICPE soumises à déclaration au titre du rejet d'eaux non domestiques,
- Les établissements générant des effluents pouvant avoir une influence significative sur le système d'assainissement collectif et/ou nécessitant la mise en place de modalités de rejet particulières (volume, caractéristiques, ...).

33-3 Contenu de la convention de déversement

La convention de déversement précise notamment la qualité et la quantité des eaux à évacuer ainsi que les conditions techniques et financières particulières associées.

Cette convention précise en outre les conditions de surveillance des rejets.

Elle permet d'établir le cas échéant un programme de mise en conformité (échancier de travaux) des installations.

33-4 Durée de la convention de déversement

La durée d'acceptation ne peut excéder 5 ans. Six mois avant le terme du délai fixé dans la convention, l'établissement doit demander une nouvelle convention au service d'Assainissement de la CALB.

33-5 Demande de convention de déversement

Le service d'Assainissement de la CALB demandera les éléments suivants pour établir la convention de déversement :

- Un plan de localisation de l'établissement,
- Un plan des réseaux internes de l'établissement (eau potable eau de forage, eaux usées domestiques, eaux pluviales, eaux usées non domestiques) avec implantation des points de rejet aux réseaux publics ; la situation et la nature des ouvrages de contrôle ; l'implantation et la nature des ouvrages de prétraitement, l'implantation des compteurs AEP, des puits d'alimentation en eau, des disconnecteurs.
- Une note indiquant la nature et l'origine des eaux non domestiques à évacuer la nature,
- Le dimensionnement, la note de calcul et les caractéristiques techniques des ouvrages de prétraitement éventuels avant déversement au réseau public d'assainissement,
- La qualité attendue du rejet avant déversement au réseau public d'assainissement,

Les résultats d'une campagne de prélèvements et de mesures réalisées sur les rejets d'eaux usées non domestiques par un organisme agréé, sur des échantillons moyens représentatifs de 72 heures minimum d'activité. Le service d'Assainissement de la CALB peut fixer

une durée différente et une période spécifique en fonction de l'activité de l'établissement (suivant les effluents générés). Cette campagne porte principalement sur les éléments suivants :

- Mesure et enregistrement en continu du débit, du pH, de la température et de la conductivité
- Mesure des MEST (matières en suspension totales), de la DCU (demande chimique en oxygène), de la DBO5 (demande biologique en oxygène à 5 jours), de l'azote Kjeldhal (NTK), du phosphore total (Pt)
- Mesure de la toxicité MI (matières inhibitrices), des Métox (ensemble de huit métaux et métalloïdes) et des AOX (Halogènes organiques adsorbables)
- Mesure de tous les éléments caractéristiques de l'activité et sans que cette liste soit limitative : métaux, hydrocarbures, graisses, solvants chlorés...

Tous ces résultats sont exprimés en concentrations et en flux journaliers.

33-6 Cas particulier d'un projet d'implantation

Dans le cas d'un projet d'implantation pour un établissement, une autorisation de rejet et une convention de déversement provisoires sont établies à partir d'une étude prévisionnelle des rejets, fournie par l'établissement.

Leur durée prend en compte :

- Les délais administratifs jusqu'à l'obtention de l'autorisation d'exploitation,
- Les délais de construction et de mise en service de l'outil de production,
- Six mois de fonctionnement effectif.

À l'issue de cette durée et sur la base des documents décrits à l'Article Article 32.2, la convention de déversement définitive peut être établie et l'arrêté d'autorisation de rejet définitif délivré.

Article 34. Installations privatives

34-1 Séparation des réseaux

Les eaux usées domestiques, les eaux pluviales et les eaux usées non domestiques doivent être collectées séparément. Ce qui signifie que l'établissement doit être pourvu de trois réseaux distincts jusqu'en limite de propriété :

- Un réseau d'eaux usées domestiques,
- Un réseau d'eaux pluviales,
- Un réseau d'eaux usées non domestiques.

34-2 Dispositif de contrôle

Tout branchement d'eaux usées non domestiques doit être pourvu d'un regard dit de contrôle respectant les caractéristiques fixées par le service d'Assainissement de la CALB et implanté en limite de propriété.

Ce regard est exclusivement destiné à permettre le contrôle des effluents (prélèvements et mesures). Il doit rester en permanence et à toute heure facilement accessible au service d'Assainissement de la CALB chargé d'effectuer ce contrôle. L'établissement donne l'autorisation aux personnes habilitées par le service d'Assainissement de la CALB à accéder aux installations selon les procédures de sécurité à définir avec l'établissement.

Pour certains établissements, en fonction de l'importance des rejets, il peut être demandé la mise en place d'ouvrages nécessaires à l'autosurveillance des effluents, permettant notamment la mesure du débit en continu et le prélèvement automatique d'échantillons.

34-3 Dispositif d'obturation

Un dispositif d'obturation manuel ou automatique doit être placé sur le branchement d'eaux usées non domestiques et rester à tout moment accessible pour le cas de déversements accidentels.

En cas de pollution accidentelle l'établissement se doit de mettre en œuvre toutes les mesures nécessaires à la non propagation de la pollution dans le réseau d'eaux usées public et de prévenir au plus tôt le gestionnaire du réseau d'eaux usées ainsi que le Service Assainissement de la CALB.

34-4 Installations de prétraitement

Afin de répondre aux prescriptions du présent règlement et de manière générale à la réglementation en vigueur, l'établissement peut avoir à mettre en place des installations de prétraitement de ses eaux non domestiques avant leur rejet au réseau public d'assainissement. Ces installations privées ne doivent recevoir que des eaux usées non domestiques et devront être installées en domaine privé.

La nature et le nombre des ouvrages de prétraitement sont précisés dans l'arrêté d'autorisation de rejet ou dans la convention de déversement ; l'établissement dimensionne ses équipements de prétraitement en adéquation avec les objectifs de qualité des eaux définis dans ces documents. La mise en place de ces équipements doit être soumise à l'avis du service d'Assainissement de la CALB.

34-5 Entretien des installations privées

Les réseaux privés, les dispositifs de contrôle et les installations de prétraitement doivent être en permanence maintenus en bon état de fonctionnement. L'établissement doit pouvoir justifier au service d'Assainissement de la CALB le bon état d'entretien de ces installations.

En particulier, les séparateurs à hydrocarbures, huiles, graisses, féculés et les débourbeurs doivent être vidangés chaque fois que nécessaire par une entreprise agréée.

L'établissement doit être en mesure de justifier le traitement de ses déchets par un prestataire agréé en fournissant d'une manière systématique au service d'Assainissement de la CALB les copies des factures des bordereaux d'enlèvement et de destruction de tous déchets liés à son activité.

En tout état de cause, l'établissement demeure seul responsable de ses installations ; la réparation des dommages qui peuvent être causés par négligence aux ouvrages publics, y compris le collecteur, du fait de déversement d'eaux usées non domestiques non conformes, est à la charge exclusive de l'établissement responsable.

Article 35. Participations financières

Conformément au présent règlement aux eaux usées domestiques et aux eaux usées non domestiques, l'établissement reste financièrement redevable :

- des frais de branchement et des éventuelles taxes ou participations applicables dans le cadre d'un raccordement au réseau public d'assainissement,
- de la redevance assainissement eaux usées domestiques
- ainsi que de la redevance assainissement eaux usées non domestiques le cas échéant telle que définit à l'Article 35.

Article 36. Redevance assainissement eaux usées non domestiques

36-1 Principe

La redevance assainissement eaux usées non domestiques est perçue en contrepartie du service rendu.

Elle est le produit du taux de base par l'assiette définie comme suit :

- Taux de base = prix d'assainissement collectif au mètre cube défini périodiquement par le Conseil Communautaire de la CALB (prix établi pour des eaux usées domestiques)
- Assiette = volume d'eaux usées non domestiques rejeté * coefficient de pollution

Le coefficient de pollution ne peut être inférieur à 1.

36-2 Volume d'eaux usées non domestiques rejeté / Coefficient de rejet Cr

Volume de référence :

Si le volume d'eaux usées non domestiques rejeté au réseau public d'assainissement n'est pas directement accessible (débitmètre ou compteur spécifique) celui-ci pourra être calculé par exemple à partir du volume d'eau prélevé sur le réseau public de distribution d'eau potable et/ou du volume d'eau prélevé sur toute autre source.

Dans le cas d'un prélèvement à une autre source que le réseau de distribution public d'eau potable, le comptage des volumes prélevés se fait obligatoirement par un dispositif de comptage installé au frais du demandeur et approuvé par le service d'Assainissement de la CALB.

Coefficient de rejet Cr :

Le coefficient de rejet permet de calculer le volume d'eaux usées non domestiques effectivement rejeté.

Pour tenir compte de conditions spécifiques de rejets, un établissement peut bénéficier d'un abattement s'il fournit la preuve qu'une partie supérieure à 15% du volume d'eau qu'il prélève sur un réseau public de distribution d'eau ou sur toute autre source, n'est pas rejetée dans le réseau public d'assainissement.

Le coefficient de rejet Cr est notifié dans l'arrêté d'autorisation de rejet.

36-3 Coefficient de pollution Cp

Le coefficient de pollution permet de tenir compte de l'impact réel de chaque effluent rejeté sur le fonctionnement du système d'assainissement.

Dans le cas où la nature de l'activité conduit à la définition d'un coefficient de pollution, les paramètres à mesurer sur l'effluent sont fixés dans la convention de déversement.

Le coefficient de pollution est notifié dans l'arrêté d'autorisation de rejet.

La formule de calcul du coefficient de pollution basée sur les paramètres MEST, DCO, NTK, Pt, Metox, MI et AOX est la suivante :

$$Cp = 0,8 \times \left[0,33 \times \left(\frac{MEST_{ind}}{MEST_{dom}} \right) + 0,36 \times \left(\frac{DCO_{ind}}{DCO_{dom}} \right) + 0,19 \times \left(\frac{NTK_{ind}}{NTK_{dom}} \right) + 0,12 \times \left(\frac{Pt_{ind}}{Pt_{dom}} \right) \right] + 0,2 \times \left[0,33 \times \left(\frac{MI_{ind}}{MI_{dom}} \right) + 0,33 \times \left(\frac{METOX_{ind}}{METOX_{dom}} \right) + 0,33 \times \left(\frac{AOX_{ind}}{AOX_{dom}} \right) \right]$$

Avec :

DCO_{ind} , $MEST_{ind}$, NTK_{ind} , Pt_{ind} , MI_{ind} , $METOX_{ind}$, AOX_{ind} : concentrations moyennes des rejets d'eaux usées autres que domestiques de l'Etablissement (établies sur une durée minimale de 72 heures consécutives)..

$DCO_{dom} = 800 \text{ mg/l}$, $MEST_{dom} = 465 \text{ mg/l}$, $NTK_{dom} = 100 \text{ mg/l}$, $Pt_{dom} = 14 \text{ mg/l}$, $MI_{dom} = 1.6 \text{ equitox/m}^3$, $METOX_{dom} = 1.9 \text{ mg/l}$, $AOX_{dom} = 0.40 \text{ mg/l}$: concentrations moyennes pour les eaux usées domestiques.

Dans les cas où $X_{ind}/X_{dom} < 1$ alors $X_{ind}/X_{dom} = 1$

36-4 Modalités d'actualisation des coefficients

Les coefficients de rejet (Cr) et de pollution (Cp) sont normalement fixés pour la durée de la convention et au minimum pour une durée de 1 an à compter de la signature de la convention.

En cas d'évolution notoire des effluents, la collectivité et l'établissement doivent se rapprocher pour définir au regard de ces éléments, les nouveaux coefficients qui s'appliqueront d'office par notification, sans qu'il soit besoin d'établir un avenant à la convention en cours.

Les nouveaux coefficients ne pourront avoir un effet rétroactif pour le calcul de la redevance assainissement due pour la période antérieure à la date de notification.

36-5 Dispositif de lissage

Le dispositif prévu pour déterminer le montant de la redevance assainissement peut conduire dans certains cas à une augmentation importante de ce montant.

En pareil cas, le montant de la redevance assainissement pourra tenir compte de l'effort engagé par l'établissement pour améliorer ses rejets et une planification technique et financière pourra être définie dans la convention de déversement.

Article 37. Suivi et contrôle des rejets

37-1 Suivi et contrôle des rejets par l'établissement

Les modalités de suivi et de contrôle des rejets par l'établissement sont définies dans l'arrêté d'autorisation de rejet et/ou la convention de déversement.

37-2 Suivi et contrôle des rejets par service d'Assainissement de la CALB

Des prélèvements et contrôles peuvent être effectués à tout moment par le service d'Assainissement de la CALB, selon les procédures de sécurité définies avec l'établissement, afin de vérifier si les eaux usées autres que domestiques déversées dans le réseau public d'assainissement sont en permanence conformes au présent règlement, à l'arrêté d'autorisation de rejet et à la convention de déversement le cas échéant.

Si les résultats ne sont pas conformes aux prescriptions, les frais de prélèvement et d'analyses et les éventuelles sanctions prévues au présent règlement sont supportés par le responsable de l'établissement concerné.

Si les rejets ne sont pas conformes, l'autorisation de déversement peut être suspendue.

Article 38. Pénalités, majorations eaux usées non domestiques

L'établissement est responsable des conséquences dommageables subies par les ouvrages d'assainissement du fait du non respect des conditions d'admission de ses effluents. La réparation des dommages qui peuvent être causés par négligence aux ouvrages publics, y compris le collecteur, du fait de déversement d'eaux usées non domestiques non conformes, est à la charge exclusive de l'établissement responsable.

En cas de non respect des Articles 4, 5, 8 et 30 ou de dépassement des caractéristiques maxima fixées dans l'arrêté d'autorisation de rejet et/ou de la convention de déversement, la Collectivité pourra interdire les rejets au réseau d'assainissement, jusqu'à ce que des dispositions de rétention de pollution à la source ou aménagements apportés à l'installation de prétraitement de l'établissement, permettent d'obtenir des effluents conformes.

Dans l'intervalle, si la Collectivité accepte de tolérer ces rejets non-conformes dans le collecteur, cette dernière appliquera une majoration de la redevance d'assainissement sur la période considérée en fonction du nombre de paramètres (pH, t°, DCO, ...) non conformes.

Cette majoration sera établie de la façon suivante :

Nombre de paramètres non conformes	taux de majoration
1	20 %
2	40 %
3	60 %
4	80 %
5	100%
...	...

De même en cas de non-respect de l'échéancier de mise en conformité de l'arrêté d'autorisation de rejet et/ou de la convention de déversement, une majoration de la redevance assainissement sera établie de la manière suivante :

Majoration de 20 % la 1ère année

Majoration de 50 % la 2ème année

Majoration de 100 % la 3ème année

Enfin, en cas de danger ou après mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception de cesser tout déversement irrégulier restée sans suite, le Service de l'Assainissement peut procéder à l'obturation du branchement.

Fait à Aix Les Bains le, **27 OCT. 2011**

Le Président de la C.A.L.B
Dominique DORD

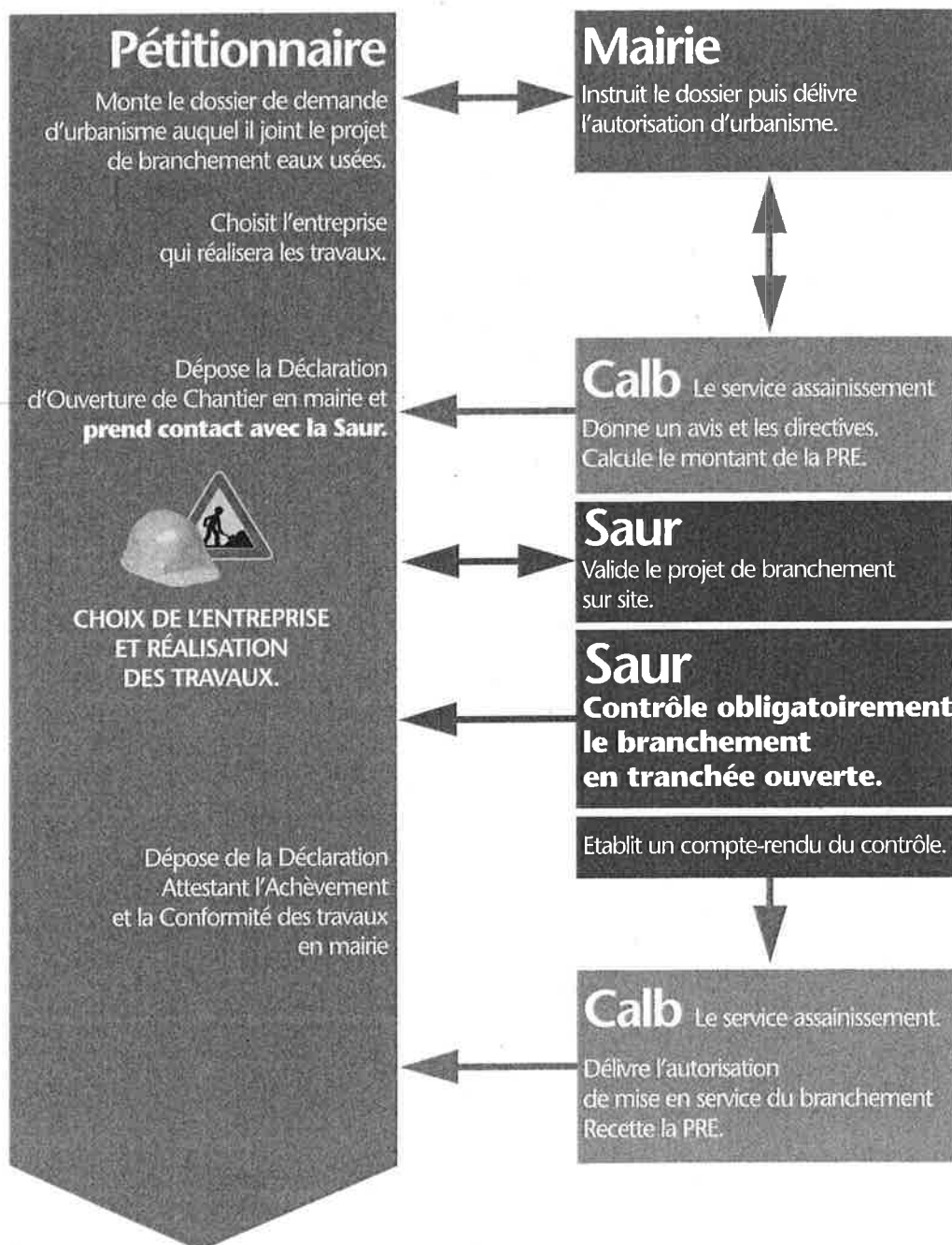


Annexe : Modalités de réalisation des branchements neufs au réseau d'eaux usées

Branchements neufs au réseau d'eaux usées

MODALITÉS DE RÉALISATION

Qui fait quoi et échanges entre services ?





Branchements neufs au réseau d'eaux usées

Sur le territoire de la CALB, c'est la SAUR qui contrôle la réalisation des branchements neufs au réseau d'eaux usées. Le coût de cette intervention est pris en charge par la CALB. Lorsque je prévois de réaliser mon branchement, je contacte la SAUR au moins 48 heures à l'avance pour convenir d'un rendez-vous. Avant même le commencement des travaux, il est conseillé de faire valider le projet de branchement sur site par la SAUR. Pendant la réalisation du branchement, je fais contrôler les travaux en tranchées ouvertes. Le contrôleur vérifiera que le branchement est réalisé dans les règles de l'art. J'établirai, en concertation avec lui, un schéma d'implantation des ouvrages réalisés. A l'issue d'un contrôle favorable, la CALB me délivrera l'autorisation de mise en service du branchement.

QUI REALISE MON BRANCHEMENT ? QUI PAYE ?

Le branchement de toute nouvelle construction est à la charge exclusive du pétitionnaire. Je réalise ou je fais réaliser mon branchement par l'entreprise de mon choix depuis la façade jusqu'au collecteur principal. Pour les travaux sous voirie, je demande les autorisations de voirie au gestionnaire de la voie. ATTENTION : Si je construis sur la ville d'Aix les Bains, la partie du branchement située sous le domaine public doit impérativement être réalisée par la SAUR qui me fera un devis lors de la validation du projet sur site.

JE N'AI PAS FAIT CONTROLER MON BRANCHEMENT, QUE FAIRE ?

L'autorisation de mise en service ne me sera pas délivrée et mon branchement sera jugé non-conforme. Je devrai fournir à la CALB un schéma des travaux réalisés et les rapports d'inspection télévisée et de contrôle d'étanchéité du branchement réalisé par un organisme spécialisé. La SAUR réalisera également une visite sur site.

A défaut de fourniture des diagnostics, le branchement sera déclaré non-conforme et conformément à l'article L1331-8 du Code de la Santé Publique, la redevance d'assainissement collectif sera majorée à hauteur de 100%.

LA PRE C'EST QUOI ?

La Participation pour Raccordement à l'Egout est due par le propriétaire de l'immeuble lorsqu'il construit dans un secteur desservi par le réseau d'eaux usées public (article L1331-7 du Code de la Santé Publique).

Sur le territoire de la CALB, son montant est proportionnel à la Surface Hors œuvre Nette de la construction et est indiqué dans l'arrêté de permis de construire.

PRESCRIPTIONS TECHNIQUES POUR LA BONNE EXECUTION DU BRANCHEMENT

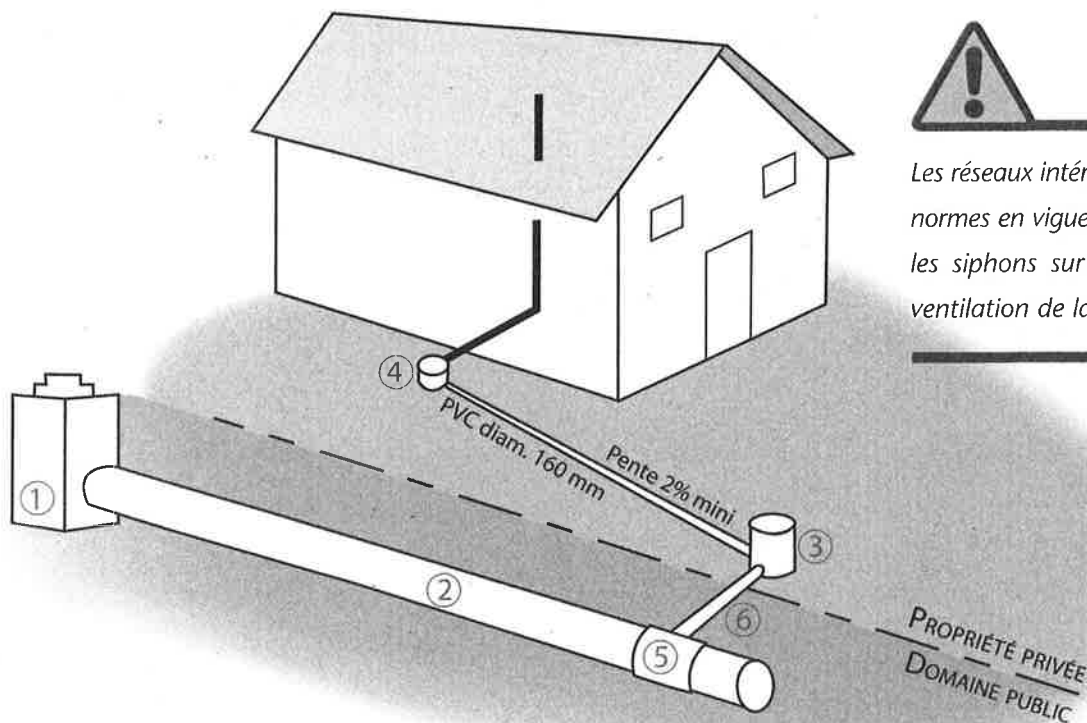
Afin de garantir le branchement dans le temps et conserver son étanchéité, il doit être réalisé dans le respect des règlements et normes en vigueur, notamment le cahier des clauses techniques générales (fascicule n°70).

Seules les eaux usées domestiques peuvent être raccordées au collecteur.

Les eaux pluviales, eaux de ruissellement et de drainage, les vidanges de piscines en sont exclues.

Les rejets industriels sont acceptés après délivrance d'un arrêté ou d'une convention spécifiant les conditions de rejet.

MODALITÉS DE RÉALISATION



Les réseaux intérieurs seront conformes aux normes en vigueur notamment concernant les siphons sur les points de rejet et la ventilation de la colonne de chute.

1- Regard sur réseau collectif d'assainissement

2- Réseau collectif d'assainissement

3- Boite de branchement (voir détail ci-après). Son installation est obligatoire et, sauf cas particuliers, elle est placée en limite interne de propriété. La boite de branchement sera, dans la mesure du possible, installée dans une "niche" en béton permettant son accès depuis la voirie et garantissant sa protection.

4- Regard de visite. Il sera toujours réalisé sur le même principe que la boite de branchement, garantissant l'étanchéité du branchement. Il sera placé en pied de façade ou au niveau des coudes supérieurs à 30° et des "Y" qui sont fortement déconseillés.

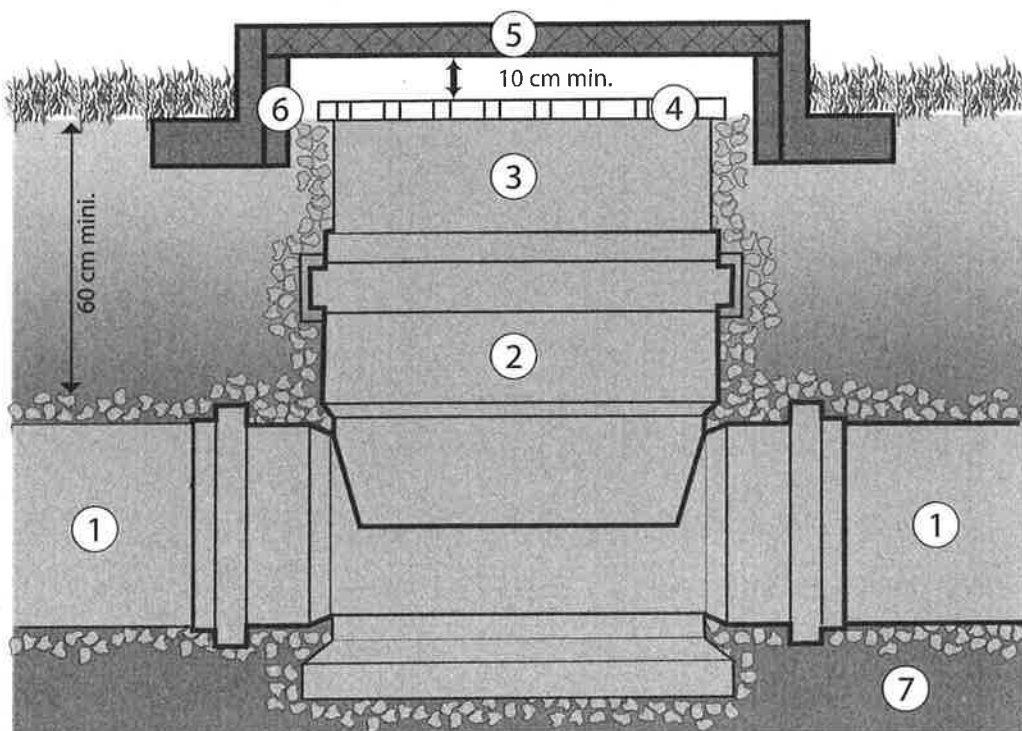
5- Raccordement par culotte de branchement et manchons garantissant l'étanchéité du branchement en sectionnant le collecteur principal. Le raccordement peut aussi être réalisé dans un regard (1) par carottage soigné et joint de type "Forscheda" ou équivalent.

6- Branchement : Il est réalisé en Ø160 SN8 à joints avec une pente minimale de 2% sur toute sa longueur pour assurer l'autocurage de la canalisation. Le matériau pourra être adapté. Le matériau sera adapté (fonte, polypropylène,...) en fonction des contraintes propres au chantier, de la profondeur ou de la nature du sol. La canalisation sera enrobée sur toute sa longueur (lit de pose, calage et couverture) dans du gravier roulé 10/20 et sera recouverte au minimum de 60 cm de remblais épierré.

La partie située sous le domaine public sera intégrée au réseau public et sera entretenue par la collectivité. L'entretien et le renouvellement du branchement sous le domaine privé sera, à la charge exclusive du propriétaire.

ATTENTION : Conformément au Règlement Sanitaire Départemental, lorsque le niveau des équipements privés est situé au dessous du niveau de la voie sous laquelle se trouve le collecteur principal, une protection contre le reflux devra être mise en place par le pétitionnaire.

LA BOITE DE BRANCHEMENT



1- Canalisation Ø160 SN8 à joint. Le matériau sera adapté (PVC, fonte, polypropylène,...) en fonction des contraintes propres au chantier, de la profondeur ou de la nature du sol.

2- Boîte de branchement : Généralement en PVC Ø315, le diamètre et la nature pourront être adaptés selon les contraintes propres au chantier. Elle sera équipée d'une sortie et d'une ou plusieurs entrées de Ø160.

3- Réhausse.

4- Couvercle PVC à baillonnette, il sera placé sur la boîte de branchement PVC, il assure son étanchéité.

5- Tampon fonte : il est placé sur un cadre béton (6) au minimum 10cm au dessus du couvercle de la boîte de branchement. Il assure sa protection mécanique et sa détection ultérieure.

6- Cadre béton : Il sera de dimension adaptée à la boîte de branchement et portera le tampon fonte. Gravier lavé et roulé 10/20 : Il sera utilisé pour le lit de pose, le calage et la couverture de la canalisation, de la boîte de branchement et des regards de contrôle.

7- Terrain en place

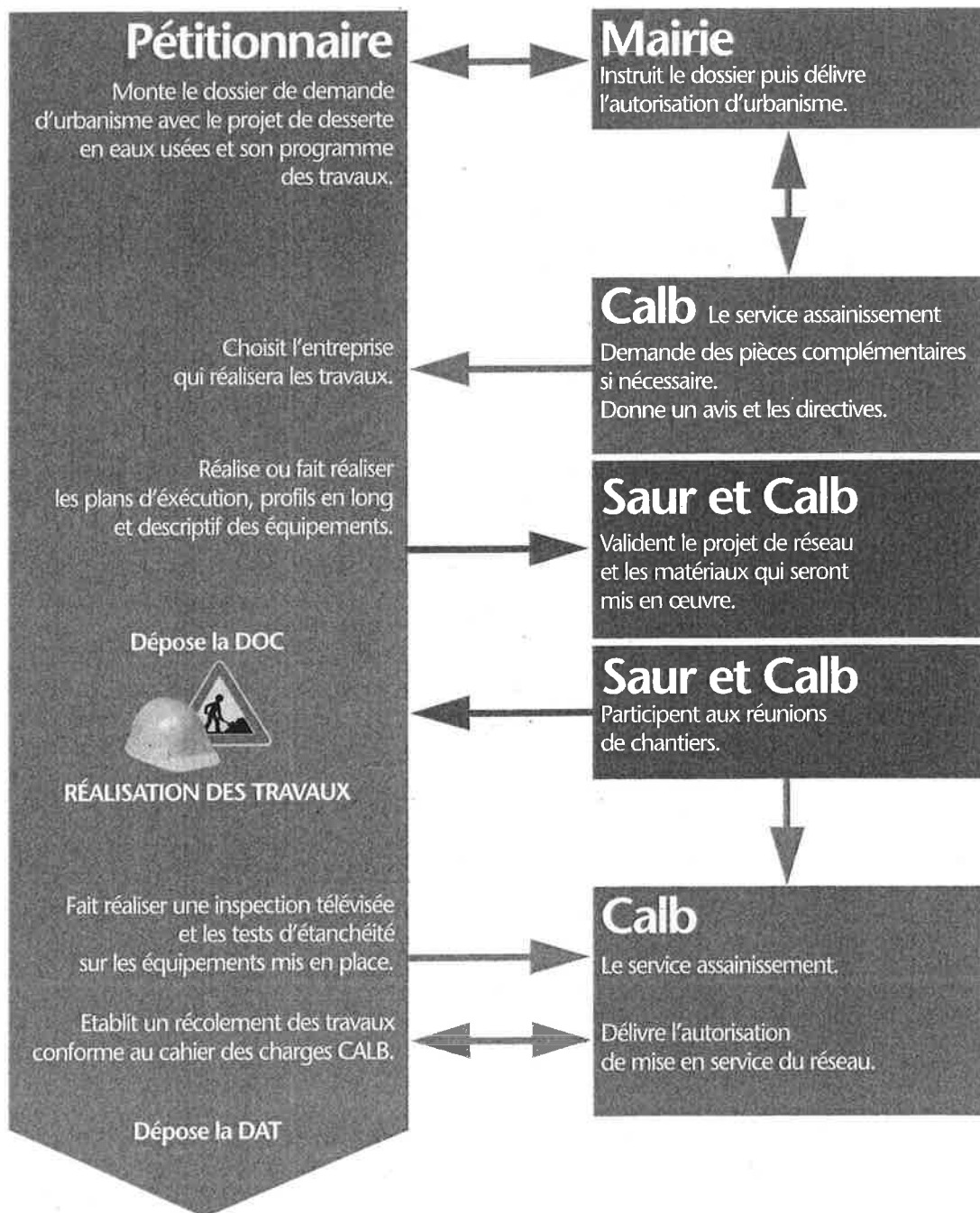
Qui contacter ?

Pour le contrôle du branchement
et pour tout renseignement technique :
SAUR, 1425 boulevard Lepic
73100 AIX LES BAINS - Tel : 04 79 88 71 07
Du lundi au vendredi de 8h00 à 12h00 et de 14h00 à 16h30.

Pour tout renseignement ou concernant la PRE :
CALB service assainissement, 1500 boulevard Lepic
73100 AIX LES BAINS - Tel : 04 79 35 00 51
contact@calb.fr • www.agglo-lacdubourget.fr
Du lundi au vendredi de 8h00 à 12h00 et de 13h30 à 17h00.

Réseaux d'eaux usées internes aux lotissements et permis groupés MODALITÉS DE RÉALISATION

Qui fait quoi et échanges entre services ?





Communauté d'Agglomération du Lac du Bourget

Réseaux d'eaux usées internes aux lotissements
et permis groupés

MODALITÉS DE RÉALISATION

Lors de la desserte de plusieurs constructions par un réseau commun, le réseau et les branchements doivent être réalisés dans le respect des règlements et normes en vigueur, notamment le fascicule n°70 applicable aux ouvrages d'assainissement.

Lors de l'instruction de votre autorisation d'urbanisme, la CALB validera votre projet de branchement.

Avant le commencement des travaux, le plan d'exécution, le profil en long et le programme des travaux devront impérativement être validés par la CALB et la SAUR à défaut de quoi, le raccordement sur le collecteur public ne sera pas autorisé.

LE RESEAU PRINCIPAL

Généralement, le réseau principal sera réalisé par une canalisation en Ø200 SN8 à joints. Le matériau sera adapté (PVC, fonte, polypropylène,...) en fonction des contraintes propres au chantier, de la profondeur ou de la nature du sol. Le réseau sera posé avec une pente minimale de 2% sur toute sa longueur.

Les regards seront en béton préfabriqués étanches Ø1000 et les tampons fonte, conformes à la norme EN 124 seront articulés, de Ø600 mm, de classe 400, à joint continu type Pamrex (Pont à Mousson) ou équivalent.



Pendant la durée du chantier, une attention particulière sera portée à l'étanchéité du réseau de façon à ce qu'aucun gravat n'entre dans le réseau.

LES BRANCHEMENTS

Une attente de branchement sera réalisée pour chacun des lots. Elle sera réalisée en Ø160 SN8 à joints avec une pente minimale de 2% sur toute sa longueur. Le matériau pourra être adapté (fonte, polypropylène,...) en fonction des contraintes propres au chantier, de la profondeur ou de la nature du sol.

Chaque attente sera munie d'un tabouret Ø315 ou Ø400 si la profondeur du branchement est supérieure à 1.2 mètre. Il sera conforme au descriptif de la plaquette "Conditions de réalisation des branchements neufs au réseau d'eaux usées" jointe.

LES CONTROLES

Après la réalisation des couches de fondation de voirie, il sera procédé aux essais d'étanchéité et à l'inspection télévisée de l'ensemble du réseau, des regards, des branchements et boîtes de branchement selon la norme EN 1610. Les rapports d'essais et d'inspection télévisée seront remis au maître d'œuvre de l'aménagement qui en adressera un exemplaire à la CALB avec ses commentaires et les mesures prises pour remédier aux malfaçons constatées.

RECOLEMENT

Un dossier de récolement couleur sera remis au terme des travaux, en deux exemplaires, ainsi qu'un support informatique (format DXF ou DWG). La structuration du fichier sera conforme au cahier des charges de la CALB disponible sur demande auprès du service assainissement.

MISE EN SERVICE DU RESEAU

Une autorisation de mise en service du réseau sera délivrée par la CALB après levée de toutes les réserves qui auront pu être formulées suite au suivi de chantier, à l'inspection télévisée ou aux tests d'étanchéité.